



Contribution de Anne Marie Moulin, 4^e section – ASOM

« Sciences, Technologies et Diplomatie dans le désordre mondial »

« Diplomatie et recherche scientifiques : le point sur une relation menacée »

Académie des Sciences d'Outre-mer

Vendredi 2 octobre 2026

La diplomatie scientifique consiste à appuyer les échanges avec les chercheurs des pays où elle opère, à la fois pour éclairer la stratégie nationale et contribuer à l'entente entre les pays. Diplomatie et recherche sont pourtant deux figures différentes, presque opposables, dans leur tempo d'activité, leurs objectifs et leurs méthodes propres.

Dans leur temps de réaction, d'abord.

La collaboration de la diplomatie et de la recherche ne va pas de soi. Je me souviens d'une séance de l'AFEMAM, l'Association des chercheurs travaillant sur le monde arabe et musulman, qui s'est tenu à Tours du 4 au 6 juillet 1991. Rappelons-nous ce qui s'était passé en juin : la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, aussitôt reconnues par l'Allemagne réunifiée. Il m'a semblé alors qu'il y avait là rassemblé nos meilleurs spécialistes des Balkans, y compris les experts sur l'islam local, sur les communistes et bien d'autres sujets, qui pouvaient instruire nos diplomates sur ce qui se tramait en Yougoslavie. La présidente de notre association, approchée par des journalistes, avait levé les bras à l'idée d'émettre un diagnostic quand il lui fallait plusieurs jours pour consulter ses dossiers. J'avais eu le toupet de prendre la parole pour dire qu'en tant que médecin, insolite parmi les représentants des sciences humaines et sociales, *je savais, nous savions* ce que c'est qu'une urgence : on peut se contenter d'un diagnostic simplifié, quitte à l'affiner plus tard.

Nous avons alors perdu la chance d'admettre officiellement un islam d'Europe, une perte de chance que nous avons aggravée en décourageant la Turquie de se rapprocher de l'Europe, une faute à mon sens grave, dont nous payons aujourd'hui le prix. Je pourrais continuer longtemps avec une liste de thèmes sur lesquels la recherche était incontournable pour éclairer la lanterne des diplomates. Lesquels diplomates seraient d'ailleurs largement conscients, plus tard, de la porte étroite par laquelle devaient passer les

négoceurs, pour aider les Ukrainiens à se libérer de la corruption et assouvir la soif de démocratie de la population, sans alerter la Russie à propos de l'OTAN... Je renvoie à cet égard aux Petits Déjeuners des Langues 'Ô (INALCO) organisés par Jean Radvanyi, autour du dialogue des chercheurs et des diplomates¹.

Dans leur méthode et leurs objectifs

L'agenda de la recherche scientifique n'est pas fixé d'avance. Il résulte d'un choix personnel qui est souvent mûri par une histoire individuelle et des rencontres parfois imprévisibles. La mission diplomatique, elle, est définie par les pouvoirs publics, même si elle est susceptible d'évoluer et d'être modifiée par son porteur. Le chercheur dispose de plus de liberté et de moyens variables.

Mais, au final, quel est l'objectif de la diplomatie ? Les rapports entre la recherche et la diplomatie dépendent évidemment de la position de cet objectif. La diplomatie est-elle une recherche de la paix mondiale ou seulement la recherche d'un nouvel équilibre ou d'un ordre nouveau, comme pouvaient le donner à penser les essais alarmés autour d'un « ordre relâché² », après la fin de la guerre froide ?

La définition de l'objectif dépend de l'idéologie des dirigeants. Je conseille à tous la lecture de l'ouvrage de Henry Kissinger intitulé « Diplomatie », paru en 1994³. Il y est fort peu question de la diplomatie scientifique qui n'était visiblement pas une préoccupation majeure du célèbre homme d'État américain. L'ouvrage couvre l'histoire de la diplomatie, du traité de Westphalie de 1648 jusqu'à ces dernières années. Kissinger fait un éloge univoque de l'Amérique, terme qui désigne alternativement dans son ouvrage, avec une ambiguïté significative, le continent américain et les États-Unis. L'Amérique selon Kissinger est le seul pays à allier la force et l'exercice de la démocratie (sic), la puissance militaire et économique et la passion de la Liberté (dont la France lui a offert la célèbre statue). Un ordre proprement moral n'a pas de sens, même si, selon Kissinger, la moralité est sauve dans un pays qui prône la liberté (entendons notamment la liberté du marché, le libéralisme économique étant donné comme la condition de la moralité de la société). Il rappelle que ce sont les États-Unis, avec leur président Woodrow Wilson, qui ont fondé et organisé « l'infortunée », selon ses propres termes, l'infortunée Société des Nations dont il souligne ironiquement l'impuissance : impuissance prévisible pour la deuxième mouture de la SDN, l'ONU, dont il prédit l'échec (en 1994) en matière de paix. C'est que pour Kissinger la diplomatie doit associer la force à son projet, sinon elle n'est qu'un vain mot. Lorsqu'on lit Kissinger, on est étonné, mais peut-être pas surpris, de retrouver, derrière les élégantes tournures du professeur de Harvard, les propos crus et vulgaires de Donald Trump.

¹ **Petits déjeuners de l'Observatoire des États Post-Soviétiques (OEPS)**, École des Langues Orientales (INALCO), 2 rue de Lille, organisés par Jean Radvanyi, en particulier autour de la question ukrainienne, à partir de 2016.

² **Zaki Laïdi**, *L'Ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992.

³ Henry Kissinger, *Diplomacy*, Simon and Schuster, New York 1994; *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1996.

Diplomatie et recherche scientifique

De quelles recherches dispose notre diplomatie ? Notre Académie des Sciences d’Outre-mer regroupe des sages émérites qui, comme l’indique l’étymologie du terme, ont « servi » (latin *meritare*) dans des métiers divers et compte en particulier de nombreux diplomates en son sein, ainsi que des chercheurs dans diverses disciplines. Aujourd’hui, notre académie met logiquement à son agenda le thème de la diplomatie et de la recherche scientifique, de l’urgence et du bien-fondé de leur coopération, compromise dans le contexte actuel du désordre mondial pour diverses raisons.

Le ministère des Affaires étrangères dispose, dans plusieurs pays étrangers, d’instituts qui constituent un réservoir d’informations et de questionnements mais se sont heurtés, ces dernières années, à des difficultés de tous ordres, notamment financières. Ils ont été souvent sous-utilisés, les chercheurs préservant leur indépendance et les diplomates ne voyant pas toujours ce qu’ils pouvaient apprendre d’autrui. L’action diplomatique connaît beaucoup de contraintes et de limitations, notamment dans des pays comme la Russie où un diplomate est nécessairement appréhendé comme un espion. La recherche fondée sur des travaux de longue durée et une familiarité éprouvée avec la culture et les langues des pays et des populations, est une ressource à encourager, protéger et surtout utiliser. Les relations entre diplomates et chercheurs sont un exercice délicat mais indispensable, du Moyen-Orient au continent asiatique et même aux États-Unis, pays plus complexe et mystérieux qu’on ne le perçoit habituellement. Mais la liberté de la recherche, condition de la qualité des travaux des chercheurs, est actuellement menacée par le goulot d’étranglement de son financement et la censure indirecte des travaux, la défiance et le désintérêt de la population française.

La menace sur les libertés académiques

La diminution des financements de la recherche est un des soucis prédominants. Mais la censure est aussi une menace. Je l’ai ressentie de façon rétrospective, au moment de la rédaction d’un éloge mortuaire de mon ami et collègue Dominique Lecourt. Dominique Lecourt, dans le cadre de l’Institut Diderot, une fondation dont il était l’actif président depuis 2009, m’avait invitée en 2017 à une journée sur l’écologie en Iran. Nous nous retrouvions sur la même longueur d’onde : saisir l’occasion de débattre des problèmes contemporains de l’environnement (les ressources en eau, la gestion des ordures, la pauvreté) avec des élus et des responsables iraniens. Le colloque du 23 novembre 2017 m’est apparu contribuer à un apaisement des relations internationales avec l’Iran invité, en dépit de l’embargo, à propos de questions liées à la gestion des ressources naturelles iraniennes, dans le prolongement de la « COP21 » et de « l’Accord de Paris » signé en avril 2016, avec la participation de l’Iran : ces questions étaient alors considérées comme loin des objectifs militaires et des sujets trop sensibles.

Au colloque franco-iranien intitulé « Défi CLIMAT 2020 », participaient des responsables iraniens de l'environnement au Mazandéran et au Bélouchistan, des maires iraniens, en particulier un délégué du sud de l'Iran, avec qui j'ai pu échanger en arabe. J'avais choisi le titre « *Les déchets de la modernité, urgence scientifique et sociale.* » J'ai apprécié que Dominique, à la tête de son thinktank de l'Institut Diderot, fasse preuve d'indépendance dans le dialogue « culturel », utilisant le partage des urgences de l'écologie pour éluder les clivages politiques. L'eau et les ordures sont partout un problème scientifique de santé publique et de médecine, et il est bien vrai que, comme le disait mon maître Georges Canguilhem, « *la médecine est un parti-pris pour la vie*⁴ ». À la mort de Dominique, quand j'ai cherché à récupérer les diapositives de mon intervention, j'ai appris que les archives de la journée avaient été purgées⁵ : l'invitation de l'Iran à une Journée Écologie n'était plus pensable ; mon topo avait disparu avec les traces de cette journée non orthodoxe, à laquelle avait été pourtant conviée la diaspora iranienne.

Quelques années auparavant, alors présidente du Conseil d'administration de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida (ANRS), j'avais complètement échoué à répondre à la demande de l'Iran, d'organiser la formation en France de médecins iraniens travaillant dans le domaine du Sida. L'Iran qui faisait face à une énorme épidémie d'infections dues au VIH admettait son désarroi et était demandeur de conseils et d'aides dans le domaine. Il m'a été impossible d'impulser la moindre coopération, parce que l'Iran ne faisait pas partie comme l'Afrique de la Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP). J'avais visité en Iran des services remplis de malades et discuté librement de leurs problèmes avec des collègues iraniens. L'appel iranien contrastait d'ailleurs avec la frilosité d'autres pays comme l'Égypte, où la communication sur le sida se résumait à la condamnation des étrangers contaminateurs et des homosexuels. La courroie qui relie recherche et diplomatie ne fonctionnait pourtant pas.

La désinvolture avec laquelle aujourd'hui on s'improvise et se proclame expert (mirage de l'expertise mieux rémunérée que le travail d'enseignant), en particulier dans les réseaux sociaux, n'est pas pour rien dans une distension de la courroie qui relie recherche et diplomatie. La suppression du concours d'Orient jadis instauré pour sélectionner les diplomates sur la base de leur connaissance des langues et des cultures, jamais évaluée dans ses conséquences, a renforcé cette distension.

Enfin, à propos de diplomatie et recherche, une institution qui s'appelait jadis l'Office de la recherche scientifique et technique ou Orstom, devenue IRD, Institut de Recherche pour le Développement, consacré à la recherche hors métropole, et concernant potentiellement toute la planète, est visée actuellement par un projet de décret la fusionnant dans le CNRS.

⁴ Canguilhem Georges, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1968, p. 73.

⁵ AM Moulin, « Dominique à temps et à contretemps », in Dominique Lecourt. *La philosophie des sciences au risque de la liberté*, Claude-Olivier Doron et Céline Lefèvre eds. À paraître.

À l'IRD, dans les pays abritant des chercheurs expatriés, des personnages appelés « représentants », assuraient un certain nombre de tâches au sol. Ils étaient souvent nommés pour plusieurs années, maîtrisaient la ou les langues du pays. À l'époque où j'ai fait partie de l'IRD, je les considérais comme des « ambassadeurs », en raison de leur proximité du terrain et de leur aptitude à éclairer la conjoncture. Un jour, il fut décidé que ces postes pourraient échoir au gré des dirigeants dans les mains de néophytes. Finie la familiarité de longue date des représentants avec leur pays d'adoption et les équipes sur le terrain, fini le franc-parler de ces « barons » avec la direction et l'administration française.

À l'heure d'aujourd'hui, l'IRD compte plus de 2200 chercheurs présents dans l'hexagone et l'Outre-mer au sens large, et répartis dans 40 pays. Le projet de décret de fusion de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans le CNRS n'est pas une opération anodine, un simple remaniement administratif destiné à faire des économies en allégeant le personnel et unifiant la gestion de la recherche pour une plus grande « lisibilité » (sic). Par une simplification scabreuse, les commentaires du décret associent souvent l'IRD à une recherche coloniale de longue date, répréhensible dans ses méthodes et contestable dans ses travaux. La fusion de l'IRD avec le CNRS apparaît donc comme une remise en cause plus vaste qu'un simple remaniement de la gestion de la recherche à l'international.

Il est indéniable que l'IRD est issu des « sciences coloniales ». La recherche multidisciplinaire a mis du temps, au début du XX^{ème} siècle, pour se développer, dans les possessions de l'empire français, sur les cinq continents.

Après toutes les années aboutissant à la décolonisation officielle dans les années 1950, la recherche coloniale a fait l'objet d'une remise en cause dans son programme, son fonctionnement et son idéologie, remise en cause particulièrement vigoureuse dans les années 1960-70, C'était l'époque, après la fin de la guerre d'Algérie, de la « coopération » avec les habitants des ex-colonies d'Afrique et d'Asie. La recherche qui se situait initialement essentiellement en Afrique subsaharienne s'est alors développée aussi dans des pays n'ayant jamais connu la colonisation française, comme l'Inde, l'Indonésie et même la Chine (le premier poste de l'IRD en Chine a été créé à Canton, en 2000).

Le décret concernant l'IRD est intervenu au cœur de l'été, dans la somnolence estivale des citoyens et des élus. Il ne s'agit pas seulement d'une réforme administrative destinée à faire des économies, mais d'une remise en cause des collaborations scientifiques avec les pays les plus défavorisés comme avec des pays plus qu'émergents, si l'on pense à l'Inde. Il s'agit aussi de présenter la collaboration scientifique avec les pays d'Afrique, Asie et Amérique latine comme une assistance coûteuse, paternaliste et incongrue, renforçant parallèlement le préjugé courant d'une faveur abusive donnée sur le sol français aux immigrants dont on dénonce le poids sur les dépenses sociales.

Il nous faut à tout prix surseoir à une réforme choquante et mettre sur la table parlementaire et la scène politique le dossier de la recherche scientifique à l'étranger comme outil de la diplomatie. Est-il

inutile de rappeler que l'institut héberge des disciplines originales, fondamentales pour la détection des **infections émergentes** qui inquiètent tant nos concitoyens, comme l'entomologie (science des insectes vecteurs de maladies comme le paludisme et les dengues, dont le spectre se profile sous nos climats dits tempérés)⁶, et comme l'écologie. Inutile d'insister sur le changement climatique qui impose des recherches approfondies sur les conséquences de la désertification et de la fonte des glaciers sur l'agriculture comme sur les migrations mondiales.

Enfin, la coopération scientifique internationale est un atout majeur en faveur de la paix, même s'il n'a pas toujours été par le passé à la hauteur des espérances, mais l'affaiblissement des coopérations scientifiques internationales et des échanges entre spécialistes est à coup sûr un facteur aggravant des guerres sans merci qui désolent notre planète.

Le métier des chercheurs de l'IRD est différent de celui des chercheurs du CNRS. Schématiquement, ces derniers ont avant tout pour objectif de produire des papiers dans les revues scientifiques de haut niveau. L'objectif des iridiens et de leurs partenaires est de produire des recherches à fort impact sur les pratiques locales, la mise en valeur des terres, le choix des cultures végétales, la préservation de la Nature etc. Les recherches sur l'Amazonie, au carrefour de huit pays (Brésil, Suriname, Guyane française, Venezuela, Équateur, Colombie, Pérou, Bolivie) sont un bon exemple du potentiel de cette concertation scientifique, face à l'exploitation brutale et inconsidérée de la région, projetée dans le marché mondial.

L'indifférence aux exigences spécifiques d'un métier va de pair avec le doute dans la recherche scientifique qui mine notre société. Ce qui ne veut pas dire que la recherche scientifique à l'étranger (comme celle poursuivie par l'IRD) échappe à une analyse critique, bien au contraire : d'une certaine façon, la disparition de l'institution exempterait son histoire d'une évaluation critique de son lien avec les politiques nationalistes et impériales du passé. La suppression de la recherche à l'étranger, sous prétexte de sa collusion avec la colonisation, accroîtrait l'opacité des interventions en Afrique et en Asie.

Conclusion

Pour en revenir à mon point de départ, il est hautement souhaitable que les chercheurs et diplomates de la France se rencontrent, s'écoulent davantage, en une collaboration confiante et intellectuellement stimulante. Une chance pour que se croisent les esprits et les problématiques, cet éloge du couloiment des hommes et des cultures que célébrait Montaigne, dans le propos gravé au bas de sa statue en face de la

⁶ AM Moulin, Le rôle de l'ORSTOM (devenu IRD) dans la recherche opérationnelle en entomologie médicale (La santé sous les Tropiques), *Présences françaises outremer (XVI^{ème} XXI^{ème} siècles)*, P Bonnichon, P Gény et J Nemo eds., ASOM/Karthala, Paris 2012, tome 1, pp. 267-272. La genèse de l'entomologie médicale et vétérinaire. Une histoire en chantier, in *Entomologie médicale et vétérinaire*, Gérard Duvallet, Didier Fontenille, Vincent Robert eds. Éditions IRD/Quae, Paris 2017, pp.125-133.

Sorbonne : « *Paris a mon cœur dès mon enfance. Je ne suis français que par cette grande cité. Grande surtout et incomparable en variété.* »

Il faut par tous les moyens qu'à l'étranger et sur notre sol soient favorisés et renforcés les contacts entre chercheurs et diplomates, et qu'au-delà des rencontres personnelles, il existe des mécanismes pérennes pour stimuler et entretenir un courant d'échange confiant et respectueux sur le réel et le possible.

Il s'agit là d'un pari qui devrait être repris, de concert entre diplomates et chercheurs, dans une logique ouverte de recherche inlassable d'échanges. Si l'on veut que la diplomatie ne soit pas seulement, comme le sous-entendait Kissinger, l'amie du Puissant, mais l'inlassable artisan de la Paix.